

Démocratie

Collection « Le mot est faible »

« La pire chose que l'on puisse faire avec les mots, c'est de capituler devant eux. »

George Orwell

Comment lutter dans un monde – le nôtre – qui n'aime rien tant que décréter le bouleversement de tout ? Même les mots paraissent devoir perdre leur sens. La « révolution » est devenue l'étendard des conservateurs, la régression se présente sous les atours du « progrès », les progressistes sont les nouveaux « réactionnaires », le salaire est un coût, le salariat une entrave, la justice une négociation et le marché une morale. Tout ce détournement n'est pas le travail secret d'une propagande. Il appartient à la dérégulation générale qui fait l'ordre d'aujourd'hui, vidant les mots de leur sens, les euphémisant et prenant appui sur l'ombre creuse qu'il met à leur place. Pour aller contre ce monde, il n'est alors peut-être pas de meilleur moyen que de le prendre aux mots, que de refuser, comme disait Orwell, de capituler devant eux.

C'est toute l'ambition de cette série d'ouvrages courts et incisifs, animés d'un souffle décapant : chaque fois, il s'agit de s'emparer d'un mot dévoyé par la langue au pouvoir, de l'arracher à l'idéologie qu'il sert et à la soumission qu'il commande pour le rendre à ce qu'il veut dire.

Une collection dirigée par Christophe Granger.

© anamosa 2020
www.anamosa.fr

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Samuel Hayat
Démocratie

anamosa

Pour Puck, Alf, Tomtom, Isa, Esbé, Taz et les autres.

Les pouvoirs du mot démocratie

France, Algérie, Soudan, Hongkong, Catalogne, Liban, Chili, Irak, Haïti, Équateur, Iran... En 2019, les peuples se sont soulevés. La décennie, qui avait commencé avec les révolutions du Printemps arabe, s'achève par un embrasement à la géographie éclatée, touchant autant des régimes autoritaires que des démocraties établies, autant des pays riches que d'autres plus pauvres. Malgré cette diversité, deux traits communs émergent dans les revendications : la demande d'une justice sociale et fiscale, et la contestation des élites politiques. Élues ou non, celles-ci sont dénoncées comme formant une oligarchie ne servant pas les intérêts des citoyens, en particulier ceux des plus pauvres, mais les siens propres, ceux des puissants, voire ceux de forces étrangères. Partout, le mot démocratie sert à désigner ce que les manifestants souhaitent. Si ce slogan n'a rien d'étonnant dans les pays où un autocrate, un parti ou l'armée détient le pouvoir, il est plus étrange de l'entendre

dans des régimes démocratiques, a fortiori de vieilles démocraties installées comme la France. Or même là, ces soulèvements demandent la démocratie, une démocratie réelle, comme en écho à ces mots qui résonnaient sur la Puerta del Sol de Madrid, en mai 2011 : « *Le llaman democracia y no lo es* », « ils appellent ça démocratie, et ça ne l'est pas ». Dans la bouche d'un nombre croissant de citoyens, le sens du mot démocratie se dédouble : d'un côté, une démocratie faussée, celle qui organise la domination des élites politiques et l'appauvrissement des masses ; et de l'autre, une démocratie réelle, mais inexistante, encore à venir. Les soulèvements de la décennie révèlent ainsi autant le pouvoir mobilisateur du mot démocratie que le désenchantement qu'accompagne sa réalisation dans les démocraties libérales.

Les régimes démocratiques vivent actuellement une crise historique. Certes, ils sont toujours plus nombreux. Alors qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, seuls 12 États pouvaient être considérés comme des démocraties libérales, l'ONG Freedom House en compte aujourd'hui 87. Mais d'un autre côté, si l'attachement à la démocratie est

largement partagé par les populations, la défiance vis-à-vis des élus et de la politique ne cesse de croître. La vague de démocratisation commencée après la Seconde Guerre mondiale, et renforcée par la chute des régimes communistes au début des années 1990, marque le pas. Alors qu'un défenseur de la démocratie libérale comme le politiste américain Francis Fukuyama pouvait annoncer, quelques mois avant la chute du Mur de Berlin, « la fin de l'histoire », c'est-à-dire « l'extinction totale de tous les systèmes alternatifs au libéralisme occidental », ce discours semble aujourd'hui naïf et dépassé. Non seulement le modèle politique des démocraties libérales est en crise, mais émergent aussi de grandes puissances économiques et politiques qui ne s'en réclament pas, en premier lieu la Chine. Le risque, impensable il y a quelques décennies, d'un dépérissement des démocraties libérales, sous l'effet conjoint de transformations internes vers toujours plus d'autoritarisme et d'inégalités, et de la concurrence de régimes autocratiques, apparaît désormais sinon probable, du moins possible. Il y a urgence, dans ces conditions, à repenser la démocratie

au-delà du modèle démocratique libéral, dans le sens d'une démocratie réelle que les soulèvements de la dernière décennie appellent de leurs vœux.

Cet ouvrage vise à comprendre ce que peut vouloir dire la démocratie si on prend au mot ceux qui la revendiquent. Il ne s'agira pas de faire le bilan des démocraties libérales ni de prédire leur avenir, mais de discuter des manières de penser la démocratie au sens fort du terme, au-delà de son utilisation par les régimes dits démocratiques. On se permettra en effet de douter du bien-fondé de cette utilisation. Le mot démocratie s'est imposé pour qualifier ces régimes alors que les puissances européennes se livraient à l'horreur de l'entreprise coloniale, que les États-Unis, champions de la démocratie libérale, connaissaient l'esclavage puis la ségrégation raciale, que les femmes étaient presque partout écartées de la sphère publique. La démocratie, déjà, semblait pleinement compatible avec les inégalités les plus profondes et les politiques les plus autoritaires. Dès lors, on peut considérer avec circonspection la prétention des États qui héritent de cette histoire à s'ériger en seuls juges de ce qu'est la

démocratie et à monopoliser le mot pour légitimer leur pouvoir, tant sur leur population que face aux autres États.

On partira plutôt des sens que donnent au mot démocratie ceux et celles qui s'en emparent pour en faire un étendard dans leurs luttes. Le mot démocratie lui-même est ambigu, et la pluralité de ses significations se retrouve dans les soulèvements en cours. À suivre la simple étymologie, la démocratie est le pouvoir (*kratos*) du peuple (*demos*). Mais ces deux mots ont eux-mêmes plusieurs sens. Le peuple, c'est l'ensemble des citoyens d'un pays – c'est le sens du mot peuple que l'on peut qualifier de politique, qui vient désigner un régime, une forme de gouvernement. Donner le pouvoir au peuple, de ce point de vue, peut vouloir dire laisser les citoyens élire leurs représentants, mais aussi les faire participer au vote de la loi et contrôler les modalités de son application. À Hongkong, le mouvement revendique notamment le suffrage universel et l'ouverture d'une commission d'enquête sur les violences policières. En France, les Gilets jaunes ont défendu l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC) et la fin des différents privilèges

des élus. Au Chili, les revendications se sont focalisées sur la démission du président et sur l'adoption d'une nouvelle Constitution. Toutes ces revendications vont dans le sens de ce que Sandra Laugier et Albert Ogien appellent un « principe démocratie », essentiellement politique : l'autonomie des citoyens et leur capacité collective à s'organiser pour surveiller les gouvernants, voire à prendre directement les décisions. Ce principe démocratie s'oppose à la volonté d'une partie au moins des élites politiques de décider seules, sans les citoyens, ce qui est censé être bon pour eux, par exemple au prétexte de la technicité supposée trop grande des questions politiques.

Mais la démocratie comme pouvoir du peuple peut aussi faire référence à un tout autre sens du mot peuple, un sens social. Il s'agit des pauvres, des travailleurs, de la plèbe, c'est-à-dire d'une catégorie spécifique d'habitants (citoyens ou non) caractérisés par une condition sociale et économique dominée. Que l'on pense le peuple comme plèbe, et alors la démocratie prend une tout autre signification, celle de la défense des intérêts des plus démunis. Ce thème est au

moins aussi important que la démocratie au sens politique dans les soulèvements, à la fois du point de vue de leurs causes immédiates et de leurs revendications. En France, le mouvement des Gilets jaunes commence par la contestation d'une hausse des taxes sur le carburant, le Liban s'embrase à cause d'une nouvelle taxe sur les communications passées par Internet, au Chili c'est une augmentation du prix des transports publics qui met les gens dans la rue. Partout, la dénonciation de la dépossession politique des citoyens s'accompagne de revendications de justice fiscale et sociale, contre des réformes néolibérales qui pèsent sur les plus pauvres. En effet, du fait de la mondialisation, les États sont en concurrence pour attirer des capitaux, et cherchent à offrir les meilleures conditions fiscales aux entreprises, donc à réduire les impôts sur le capital. Pour compenser ce manque à gagner, les États réduisent les dépenses publiques et augmentent les taxes qui touchent la population, par le biais d'impôts indirects notamment. La pression fiscale sur les travailleurs ne cesse alors de s'alourdir, tandis que les détenteurs de capitaux se voient offrir toujours plus

de privilèges et que les services publics sont soumis, par souci d'économie, à une logique néolibérale dévastatrice qui nuit à leur qualité. Il y a là les ferments d'un profond sentiment de trahison des classes populaires par l'État, justifiant leur révolte au nom d'une conception sociale de la démocratie.

Ces deux grandes catégories de significations du mot démocratie, politique et sociale, sont rarement pensées ensemble. Pourtant, cette ambiguïté est peut-être une des raisons de la puissance de ce mot, comme moyen de légitimation des gouvernements, mais aussi de mobilisation et d'utopie. Elle met au cœur du mot une tension fondamentale entre l'unité des citoyens et la diversité des conditions, entre l'unanimité de la volonté populaire et la conflictualité inhérente aux distinctions de classe, de race, de genre. Elle fait de l'égalité, valeur cardinale de la démocratie, quelque chose de toujours déjà là – les citoyens sont supposés égaux, devant la loi et dans les urnes – et pourtant jamais atteint, puisque les inégalités sociales persistent. Ce livre partira ainsi d'une discussion du sens politique de la démocratie, comme pouvoir de l'ensemble des

citoyens, pour montrer comment ce sens est travaillé par les divisions qui traversent la société et donc par la démocratie en un sens social, le pouvoir de la plèbe. Ce faisant, il permettra de mettre en lumière les divers sens de la notion même de pouvoir que l'idée démocratique met en jeu : la souveraineté, le gouvernement, la domination. Cette réflexion nous amènera à faire émerger trois éléments centraux pour une pratique démocratique aujourd'hui : prendre parti, refuser d'être gouverné, lutter contre la domination. Sans prétendre épuiser les significations du mot démocratie, ces impératifs peuvent constituer des manières de prendre au sérieux les aspirations à l'œuvre dans les soulèvements en cours, et par là de repenser la démocratie.